

Le capital au XXI^e siècle, Thomas Piketty, Seuil, Paris, 2013, 970 pages, 25 €, ISBN 9782021082289

L'auteur, directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'Ecole d'économie de Paris, reprend à nouveaux frais les réflexions de Malthus, Ricardo, Marx, Keynes et Kuznets sur la répartition des richesses en fonction des revenus du travail et du patrimoine en s'interrogeant sur la dynamique d'accumulation de celui-ci et sur les contradictions que cela fait naître eu égard la croissance économique.

L'appareil statistique utilisé est considérablement enrichi par rapport à ses prédécesseurs grâce à l'utilisation de très nombreuses sources et bases de données, dont le traitement est rendu possible par d'évidents progrès techniques et du fait de la compétence de Thomas Piketty. Si la partie la plus fouillée du livre porte sur la période qui s'étend du XVIII^e à nos jours au Royaume-Uni et en France, c'est un véritable point de vue de Sirius que nous offre l'auteur qui fait remonter ses observations jusqu'à l'Antiquité et les étend de la Chine à l'Afrique.

Cette masse d'informations est organisée pour comprendre l'évolution de l'inégalité des revenus au travers de deux lois fondamentales du capitalisme : d'une part, le rapport capital/revenu (dit α) et d'autre part, le lien que celui-ci entretient sur le long terme avec le taux d'épargne et le taux de croissance (dit β). La dynamique de ces deux lois est d'abord analysée sur le passé, plus particulièrement de 1870 à 2010 pour l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, pour déboucher ensuite sur une réflexion au niveau mondial pour le XXI^e siècle.

Il fait ressortir une grande stabilité du rapport α (environ 600%) au cours du long XIX^e siècle (jusqu'en 1914). Une ère favorable aux rentiers alors que les revenus du travail n'offrent rien de comparable. Si les chiffres ne suffisaient pas à convaincre, les références littéraires (Balzac, Jane Austen, Henry James,...) ou cinématographiques (*Titanic* de James Cameron), que l'auteur développe fort opportunément tout au long du livre, emportent l'adhésion. Avec les guerres mondiales et la crise de l'entre-deux-guerres, il note une chute du rapport α qui ne représentera plus que 200 %-300% dans les années 1950-1960. Cette baisse s'explique par les destructions d'actifs liés aux guerres et de l'inflation. Puis, la courbe s'inverse pour repartir à la hausse et retrouver approximativement le niveau observé à la Belle Epoque et former sur l'ensemble une courbe en U. Prenant comme hypothèse qu'un taux de croissance économique de 5% (comme celui qu'a connu l'Europe au cours des trente glorieuses) est exceptionnel, qu'une progression annuelle de 1 à 2% est plus plausible à l'aune de ce que l'humanité a connu, il anticipe un rapport α de 700% pour la fin de notre siècle. Une perspective fondée sur un scénario raisonnable de croissance démographique, de gains de productivité et d'innovations technologiques (dont il souligne le caractère capricieux).

Ces considérations conceptuelles occupent les deux premières parties du livre, qui en comporte quatre. Elles auront permis à l'auteur de définir avec précision ses notions de revenu, de capital, et de présenter sa « dynamique du rapport capital / revenu ». La troisième partie traite de « la structure des inégalités », on y retrouve certains des éléments traités dans l'ouvrage *Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle* que l'auteur avait publié en 2001. Mais à la place d'un resserrement des inégalités, notamment grâce à l'impôt sur le revenu, qui a pu se réaliser en France dans le court XX^e siècle (jusqu'à la fin des années 1980), c'est à la remontée des inégalités depuis les années 1980 que

l'auteur s'attache. Une inégalité accrue entre revenu du patrimoine et revenu du travail et une inégalité croissante entre les catégories les plus favorisées de la population et les autres. Cet état de fait vient corroborer la logique du rapport β qui conduit à une accumulation croissante des patrimoines du fait de la divergence entre la progression du taux d'épargne et celle de la croissance économique. L'analyse statistique des revenus permet de vérifier une intuition diffuse sur un fossé croissant entre riches du premier décile et hyper riches des franges supérieures, jusqu'au millime supérieur qui vient à concentrer des fortunes vertigineuses. Ce qui pose, pour l'auteur, la question de la part du mérite dans la répartition des richesses dont une part croissante va aux rentiers et à quelques rares super-cadres, essentiellement anglo-saxons.

A la lumière de ces données, l'auteur consacre la dernière partie de son ouvrage à s'interroger sur les voies qui permettraient de « réguler le capital au XXI^e siècle ». Alors que s'est mis en place un « Etat social » au cours du XX siècle qui couvre la santé, l'éducation et les retraites, l'auteur s'interroge sur les moyens qui permettraient de pérenniser son financement compte tenu du mécanisme d'accumulation du capital qu'il anticipe. C'est un impôt mondial sur le capital qui lui paraît la solution la plus pacifique et la plus efficace. Il en esquisse les contours quant aux barèmes qui pourraient être retenus, sans trop approfondir car la question lui semble relever avant tout d'un débat démocratique. Il souligne la faisabilité technique de cet impôt à l'heure où l'échange des informations bancaires au niveau mondial progresse. Il en mesure la difficulté à le voir adopté, notamment pour vaincre la résistance de ceux qui bénéficient de privilèges.

La conclusion est bien sûr l'occasion de réaffirmer « la contradiction centrale du capitalisme » entre le rythme de progression des patrimoines et celui des salaires mais aussi de plaider « pour une économie politique et historique ».

Qui peut rester indifférent devant la montée croissante des inégalités que nous prédit Piketty si rien n'est fait ? La dimension morale mise à part, sont à considérer les conséquences désastreuses (guerres, révolutions, inflations galopantes) que susciterait vraisemblablement un scénario de divergence prolongée entre capital et revenu. On touche donc parmi les questions les plus brûlantes posées au monde du XXI^e siècle. La réponse par un impôt mondial sur le capital n'est pas sans obstacles et l'auteur s'oppose à lui-même avec suffisamment de lucidité multiples objections pour qu'on ne puisse le « taxer » de naïveté (et même les grands textes utopiques, on pense à *Vers la paix perpétuelle* de Kant par exemple, ont leur importance comme ligne d'horizon). Bien sûr l'hypothèse optimiste d'une croissance exceptionnelle serait une solution, Piketty ne l'écarte pas, mais elle n'est pas la plus plausible au regard des performances passées.

L'autre voie qui vient à l'esprit est celle qu'avait imaginée Marx avec la baisse tendancielle du taux de profit. Si le taux d'épargne progresse durablement au-delà de la croissance économique et de la consommation, une baisse du taux de profit pourrait se produire, ce qui permettrait de retrouver un équilibre. Le paradoxe serait que cela devienne un problème pour la croissance économique du fait d'une frilosité des détenteurs de capitaux à investir compte tenu d'une rémunération insuffisante du risque.

Il y aurait également à s'interroger sur la réalité d'une rentabilité de l'ordre de 4 à 5 % des capitaux (hors inflation et impôt) que l'auteur nous dit avoir observé. Certes les données et graphiques sont abondants mais pour aller plus avant il faudrait se plonger dans l'annexe technique auquel l'auteur donne accès par internet (mais que nous n'avons pas consultée). Intuitivement, le rendement des obligations d'Etat, la volatilité des bourses, et autres supports d'épargne, corrigé de la pression fiscale, ferait penser à des taux moins élevés et, parfois, les arguments utilisés par l'auteur (comme les performances des fonds détenus par les universités américaines ou le classement des fortunes par Forbes) peinent à convaincre. Etrangement, les indices relevés dans les œuvres de fiction du XIX^e siècle portent davantage.

C'est une des vertus de ce livre que de pousser à la réflexion, pour le citoyen responsable comme nous venons de le montrer et pour le chercheur en gestion comme nous allons en donner quelques exemples. L'envolée des rémunérations des « super cadres » ces trente dernières années est abordée sous l'angle d'une justification par la productivité marginale, à laquelle l'auteur ne semble guère croire, et ouvre sur les questions de gouvernance. Le financier y verra une invitation à revenir sur la notion de création de valeur pour les actionnaires. A la lecture de Piketty, le comptable trouvera motif à poursuivre ses recherches :

- en histoire, lorsqu'est évoqué le rôle de la création de l'impôt sur les bénéfices autour de la Première Guerre quant « au développement d'une comptabilité d'entreprise obéissant à des normes homogènes » (p. 843) ;

- en matière de normalisation, quand il est dit que celle-ci « a contribué à la multiplication des scandales financiers depuis le début des années 2000-2010 » (p. 844).

Enfin, le lecteur de CCA ne peut qu'approuver l'auteur qui écrit « sans réelle transparence comptable et financière, sans information partagée, il ne peut exister de démocratie économique » (p. 939).

Au-delà du chercheur en gestion, c'est l'économiste et l'historien qui bénéficieront du regard qui est porté sur leur métier dans ce livre. Sur les exigences de scientificité (tout du moins de rationalité, de méthode), d'éthique, d'engagement dans le débat public. Lire un travail de cette puissance a de quoi impressionner mais c'est l'honneur de la recherche en sciences sociales qui s'en trouve renforcé.

Henri Zimnovitch
Professeur à l'université Paris-Sud
Chercheur au laboratoire du RITM